

Réponse de Ségolène Royal au questionnaire de GREENPEACE

Positionnements et engagements en matière de politique climatique et Energétique

Préambule par l'équipe de Ségolène Royal :

Les réponses à un questionnaire, aussi pertinent soit-il, et des engagements qui valent seulement pour l'avenir, ne peuvent à eux seuls suffire pour juger de la valeur, de la crédibilité et du sérieux d'une candidature en matière environnementale. Pour Ségolène Royal, la social-écologie est l'engagement de toute une vie. Depuis le début de son engagement politique, la défense et la protection de l'environnement a été une préoccupation constante. Sa candidature aux primaires citoyennes se distingue par cette continuité d'action en faveur de l'écologie, et par la politique par la preuve dans toutes les responsabilités qu'elle a exercées comme députée, ministre, et présidente de région. Dès le début des années 90, elle a lutté avec efficacité contre la traversée du Marais Poitevin par une autoroute, à une époque où droite et gauche se rejoignaient pour faire peu de cas de la nature et de la biodiversité. En 1992/1993, elle a été une des ministres socialistes de l'environnement qui a imprimé sa marque : voix forte au sommet de la Terre (Rio, 1992), loi sur les déchets, loi obligeant à la prise en compte des paysages dans les permis de construire, mise en place d'écoemballage et encouragement à l'innovation industrielle « verte », création d'une zone de protection des dauphins en Méditerranée (entre la Corse et la Sardaigne) avec son collègue italien, d'une réserve maritime internationale en Méditerranée et du Parc national de Guyane, mise en œuvre résolue des décisions prises, soutien à la voiture électrique qui aurait placé la France en tête si l'impulsion qu'elle avait donnée en 1992 avait été poursuivie etc.

En qualité de Présidente du Conseil Régional Poitou-Charentes, Ségolène Royal a fait de l'excellence environnementale la première des priorités de la collectivité depuis 2004. Cela s'est traduit par l'adoption de plans reconnus comme exemplaires en Europe : plan après-pétrole dès 2005, plan Energie Solaire avec la Banque Européenne d'Investissement, plan Mobilité Electrique, lycée Kyoto 100% énergies renouvelables, agenda de la croissance verte, création du pôle de compétitivité des éco-industries, etc. Un exemple parmi d'autres : grâce à son dispositif incitatif unique en France, la Région Poitou-Charentes a porté à 70% la part des logements sociaux neufs THPE, contre 22% au niveau national.

Les réponses de Ségolène Royal au questionnaire

Le recours à l'énergie nucléaire :

Le devenir du nucléaire en France

Etes-vous :

Pour une sortie du nucléaire en France ? Si oui, à quelle échéance ?

Oui. A échéance de 40 ans maximum. Un plan d'actions sera défini dès le début du quinquennat pour rendre irréversible ce changement de la politique énergétique. Cela nécessite un effort extrêmement important en faveur de la réduction de la consommation d'énergie et des énergies renouvelables. Si

nous pouvons aller plus vite, nous le ferons. Les citoyens seront étroitement associés à cette mutation et à un autre modèle de société qu'il faut construire en intégrant l'après pétrole.

Pour une réduction de la part du nucléaire en France ? Si oui, à quel pourcentage de la production d'électricité à et quelle échéance ?

En attendant la sortie complète à échéance de 40 ans, il faut avoir réduit la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité avant 20 ans et pour une sortie complète à terme. Cette sortie progressive du nucléaire, couplée avec la préparation de l'après-pétrole, est une chance pour la France qui doit devenir la première puissance écologique d'Europe dans le domaine des énergies renouvelables.

Pour le maintien d'un mix électrique fondé à 80 % sur le recours à l'énergie nucléaire ?

Non

La construction des réacteurs EPR

Etes-vous pour ou contre l'arrêt du chantier et l'abandon du projet d'EPR de Flamanville ?

Pendant la campagne de 2007 je m'étais déjà prononcée contre et si j'avais été élue, je n'aurais pas engagé ce chantier de l'EPR signé d'ailleurs dans des conditions bizarrement précipitées avant le 1^{er} tour de la présidentielle. Problèmes de sécurité selon l'Autorité de Sûreté Nucléaire, gouffre financier, tout plaide pour une solution de reconversion du site. Je propose un laboratoire et la mise en place d'une filière industrielle de démantèlement des centrales et de recyclage des matériaux, afin de sauvegarder l'emploi. Je sais que cette politique courageuse pourrait me faire perdre des voix dans la Manche pour les Primaires. Mais c'est la preuve que je serai une présidente qui ne plie pas devant les groupes de pression et qui ne tient pas de double langage en fonction de ses interlocuteurs. Et je pense aussi que mon attitude défend plus sûrement l'avenir de l'emploi dans la Manche plutôt que le statut quo.

Etes-vous pour ou contre l'abandon du projet d'EPR de Penly ?

Pour l'abandon.

Les exportations à l'étranger

Etes-vous pour ou contre l'arrêt des exportations de réacteurs et d'usines nucléaires à l'étranger ?

L'arrêt du nucléaire est cohérent avec l'arrêt des exportations. La reconversion de l'industrie vers le démantèlement des centrales et le combat énergétique est un défi majeur majeur. Vous imaginez ce que l'on aurait pu faire avec ces milliards s'ils avaient été investis dans les énergies renouvelables ! J'ai l'ambition de faire de la France la première puissance écologique d'Europe. Cela veut dire accélérer les éco-industries.

Si vous êtes contre, êtes-vous favorable à l'arrêt du soutien public aux exportations de réacteurs et d'usines nucléaires à l'étranger ?

Cela va de soi. Mais il faut bien gérer la transition pour éviter les traumatismes. Le débat citoyen est crucial dans ce domaine.

Le développement de la « quatrième génération »

Au-delà de la R&D, êtes-vous pour ou contre la mise en chantier d'un prototype industriel de réacteur de 4e génération (Astrid) ?

Contre la mise en chantier. Je concentrerai les dépenses publiques sur les énergies renouvelables et la croissance verte.

Le retraitement des combustibles irradiés et la production de Mox

Etes-vous pour ou contre l'abandon de la stratégie de retraitement des combustibles irradiés et de l'utilisation du plutonium dans du combustible Mox ?

Pour l'abandon. Je concentrerai les dépenses publiques sur les énergies renouvelables et la croissance verte.

Le stockage des déchets

Etes-vous pour ou contre l'abandon des projets de stockage en grande profondeur, en particulier sur le site de Bure ?

Pour l'abandon. Nous réorienterons la recherche vers des solutions d'élimination et de retraitement. Lors des premiers enfouissements, je me souviens avoir été la seule députée du groupe socialiste à voter contre, tout le groupe votant pour de pseudo « laboratoires sous-terrains ». J'ai de la constance dans ce domaine. Et j'avais participé à la mobilisation et aux nombreuses manifestations contre les projets d'enfouissement dans les sols granitiques des Deux-Sèvres.

La production et la consommation d'énergies fossiles :

Le recours aux hydrocarbures non conventionnels

Etes-vous favorable à l'interdiction de l'exploration des hydrocarbures non conventionnels sur le sol français ?

Favorable à l'interdiction tant que la maîtrise de cette exploitation n'est pas garantie.

Etes-vous pour ou contre interdire l'exploitation sur le sol français par la méthode d'extraction par fracturation hydraulique des hydrocarbures non conventionnels ? Pour l'interdiction.

Pour l'interdiction. Je l'ai dit sur le terrain contre les gaz de schiste.

Etes-vous pour ou contre l'interdiction de l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels quelle que soit la méthode d'extraction ?

Pas d'extraction à moyen terme, au vu des techniques disponibles. Il faut conserver ces ressources non renouvelables pour les générations futures. Dans cet esprit, il est nécessaire de poursuivre la recherche sur les énergies alternatives et les procédés d'extraction propres à long terme. Mais des alternatives sont possibles, pour lesquelles il faut développer la recherche et les aides à la création de filières

Le recours aux hydrocarbures off-shore

Etes-vous pour ou contre l'arrêt de l'exploration par des entreprises françaises des hydrocarbures off-shore ?

Pour la fermeture des sites jugés dangereux pour l'environnement immédiatement ; pour l'extinction à terme au fur et à mesure de la montée en puissance des énergies renouvelables et de l'organisation de l'après pétrole.

Etes-vous favorable à l'arrêt de l'exploitation des hydrocarbures off-shore ?

Oui, mais progressivement au fur et à mesure de la montée en puissance du plan après-pétrole et de la reconversion des entreprises pour sauvegarder l'emploi.

Plus spécifiquement, êtes-vous pour ou contre l'abrogation du permis de Guyane Maritime qui vise à extraire du pétrole à une profondeur de 6 000 mètres à 160 kms des côtes guyanaises ?

Pour l'abrogation. La Guyane a bien d'autres ressources renouvelables à exploiter à commencer par le solaire. J'imposerai un calcul transparent coût-avantage de l'allocation des ressources.

La question du transport de marchandises

Êtes-vous favorable au maintien de l'activité wagon isolé par la SNCF ?

Oui et même au rétablissement de points d'accès à ce service qui ont été fermés, ce qui a conduit à l'augmentation des transports par route. Le bilan carbone des marchandises transportées devra être imposé.

Etes-vous favorable à une révision de l'écotaxe poids lourds qui prendrait en compte le coût réel du transport routier (impact climatique, pollution de l'air, congestion, accidents, bruit, atteintes à la biodiversité...) ?

Oui, en veillant à ce que les alternatives soient renforcées pour ne pas aboutir à une simple augmentation des coûts mais bien changer les comportements. Il faut aussi envisager des aides à la reconversion, ou l'exonération de certaines PME dans le cadre du « small business act » à la Française en contrepartie d'efforts sur l'emploi et l'environnement. Ensuite, il faut privilégier le renforcement des transports alternatifs à la route pour les marchandises (ferroulage, fluvial...).

Le développement des transports de personnes

Etes-vous pour ou contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ?

Une nouvelle enquête d'utilité publique est nécessaire aujourd'hui pour sortir de l'impasse. Peut-on trouver un site moins nuisible et moins fragile ?

Etes-vous pour ou contre un arrêt des projets autoroutiers ?

Sauf exception de continuité des itinéraires existants. Il faudra aussi reprendre le contrôle des sociétés d'autoroute et des revenus qu'elles génèrent pour orienter les choix. Les voies rapides seront préférées aux autoroutes dont l'emprise est entre 4 et 6 fois plus élevée.

Etes-vous pour ou contre la limitation des vitesses sur autoroutes à 120 km/h ?

Favorable, sauf en cas de dépassement.

Etes-vous pour ou contre l'instauration d'un péage urbain aux abords des grandes villes ?

Contre. Je préfère l'alternance pair-impair qui incite au co-voiturage. Le péage pèse sur les bas et moyens revenus qui sont déjà rejetés en périphérie à cause du prix des logements. Plutôt réserver les centres-villes aux véhicules propres, à terme (notamment véhicules électriques) à condition que ceux-ci soient accessibles à tous (autopartage, libre-service, coûts maîtrisés) et que les transports collectifs soient confortables et fluides.

Etes-vous favorable à un renforcement de la norme européenne en matière d'efficacité énergétique des moteurs ?

Oui.

Le développement des alternatives :

La réduction des émissions de gaz à effet de serre

Etes-vous :

Pour un objectif de réduction de 20 % des émissions françaises de gaz à effet de serre d'ici à 2020, tel que fixé par l'Union européenne ?

Oui, j'ai d'ailleurs fait adopter un objectif de 23 % d'énergies renouvelables dans ma Région, avec un plan d'économies d'énergie (isolation des combles de 10 000 logements occupés par leurs propriétaires, notamment les retraités; plan de réhabilitation de 8450 logements sociaux pour économiser les dépenses énergétiques). Nous sommes la première région française pour les bas taux d'émission de CO² par habitant.

Pour un renforcement de l'objectif climat en faveur d'une réduction de 30 % des émissions françaises de gaz à effet de serre d'ici à 2020 ?

Pour le renforcement à 30%.

La rénovation thermique des bâtiments

Etes-vous favorable à l'instauration d'une obligation de rénovation thermique des bâtiments existants ?

Très favorable, en veillant à développer en même temps une offre professionnelle qui permette de le faire sans augmenter les coûts (comme je l'ai fait dans ma Région, avec les qualifications professionnelles des artisans) et assortie de moyens efficaces et massifs de lutte contre la précarité énergétique pour les ménages modestes. L'Ecologie doit être sociale. Cette rénovation thermique est une nouvelle filière de création d'emplois. Bien organisée elle fait partie de la révolution verte capable de sortir notre pays de la crise.

La contribution climat/énergie

Etes-vous pour ou contre l'instauration d'une contribution climat / énergie, comportant une part liée au contenu carbone et une autre part liée à la consommation d'énergie ?

Contre un nouvel impôt pesant sur les ménages modestes et moyens, tel que l'a proposé la droite, tant qu'une réelle alternative leur donnant le choix

n'existe pas. Je privilégie les mesures incitatives car l'écologie ne doit pas être punitive.

Les énergies renouvelables

Considérez-vous qu'il soit possible et souhaitable qu'à terme, les énergies renouvelables constituent la majorité du mix énergétique français ? Si oui, à quel horizon ?

Oui, à l'horizon 2030.

La gouvernance énergétique

Etes-vous favorables à un transfert de compétences en direction des collectivités locales afin de leur permettre d'organiser la production et la consommation d'énergie sur leurs territoires ?

Oui, à l'exemple de la société d'économie mixte ESTER (Energie Solaire des Territoires) que j'ai créée en Poitou-Charentes pour développer l'énergie solaire et organiser un fonds de résistance, malgré les décisions anti-énergie solaire du gouvernement. Cela m'a permis de sauver les entreprises existantes en attendant l'alternance de 2012.